

ACTION URGENTE

DES MILITANTS POUR LE DROIT À L'EAU MENACÉS AU MEXIQUE
À Coyotepec, dans l'État de Mexico, des militants associatifs ont reçu des menaces téléphoniques, qui pourraient être liées à leur travail de défense du droit d'accès équitable à l'eau. Ces militants et les autres membres du groupe local de défense de l'environnement risquent de subir de nouvelles attaques.

Le 15 mars 2014, **Vicente Moreno Domínguez**, un défenseur des droits humains à Coyotepec, au Mexique, a reçu un appel téléphonique d'un inconnu, qui l'a menacé : « On va vous buter, toi et le Japonais. » « Le Japonais » est le surnom de Sergio Velázquez Morales, un autre militant associatif. Le même jour, **Emeterio Nonato Reyna**, un autre militant de Coyotepec, a lui aussi reçu des menaces par téléphone. La personne l'ayant appelé s'est identifiée comme « Licenciado Carlos » et a dit : « On a déjà laissé un mort là-bas. » Emeterio Nonato Reyna a raccroché dès qu'il a entendu ces mots.

Une plainte concernant ces menaces a été présentée au bureau du procureur général du district fédéral.

Le 5 septembre 2013, Amnesty International a constaté que Vicente Moreno Domínguez et d'autres membres de la communauté avaient été attaqués, semble-t-il en raison de leurs activités pacifiques de défense du droit d'accès équitable à l'eau. En réaction, les forces de police ont fourni à Vicente Moreno Domínguez une protection « intermittente », mais elle a été interrompue en janvier 2014. Cependant, le Mécanisme de protection des défenseurs des droits humains et des journalistes a refusé de protéger Sergio Velázquez Morales, au motif qu'il n'était pas considéré comme un défenseur des droits humains. Emeterio Nonato Reyna n'a pas demandé à être protégé, car c'est la première menace qu'il reçoit.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- engagez les autorités à prendre des mesures immédiates au niveau de l'État et au niveau fédéral, afin d'assurer la protection des militants pour le droit à l'eau à Coyotepec, dont Vicente Moreno Domínguez et Emeterio Nonato Reyna, dans le respect de leurs souhaits ;
- demandez qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée sans délai sur les menaces téléphoniques reçues par Vicente Moreno Domínguez et Emeterio Nonato Reyna, y compris sur les liens possibles entre ces menaces et les autorités municipales, et demandez que toutes les personnes responsables soient traduites en justice ;
- rappelez aux autorités qu'elles ont le devoir de protéger les défenseurs des droits humains, et exhortez-les à garantir le droit d'accès équitable à l'eau de tous les habitants de Coyotepec.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 2 MAI 2014 À :

Gouverneur de l'État de Mexico

Eruviel Avila Villegas
 Lerdo Poniente No. 300
 Palacio del Poder Ejecutivo Centro,
 C.P. 5000, Toluca, Estado de México
 Mexique
 Fax : +52 722 2760046
 Courriel :
eruviel.avila@edomex.gob.mx
 Formule d'appel : Estimado Sr
 Gobernador, / Monsieur le
 Gouverneur,

Ministre de l'Intérieur

Miguel Ángel Osorio Chong
 Secretario de Gobernación
 Bucareli 99, col. Juárez C.P. 6600,
 México D.F., Mexique
 Fax : +52 55 5093 3414 (merci de vous
 montrer persévérant-e)
 Courriel : secretario@segob.gob.mx
 Formule d'appel : Estimado Sr
 Secretario, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Organisation locale de défense des
 droits humains

Centro de Derechos Humanos Zeferino
 Ladrillo
 Courriel cdhzl.presidencia@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays. (adresse/s à compléter) :
 nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 252/13. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/061/2013/fr

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES MILITANTS POUR LE DROIT À L'EAU MENACÉS AU MEXIQUE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Des habitants de Coyotepec se sont opposés à la prise de contrôle des réserves locales d'eau par le président de la municipalité, craignant que l'eau soit utilisée à des fins commerciales et que leur propre accès à cette ressource soit réduit. Des manifestations ont eu lieu devant le siège de la municipalité et plusieurs militants ont été menacés, notamment par des hommes armés qui semblaient liés aux autorités municipales.

Les militants associatifs qui s'organisent pour défendre leurs droits face à des groupes puissants - qui agissent souvent en bénéficiant de la protection des autorités municipales - sont fréquemment victimes de menaces ou de harcèlement en raison de leur travail. Par exemple, José Ramón Aniceto Gómez et Pascual Agustín Cruz ont été libérés en novembre 2012, après avoir passé trois ans en prison à la suite d'accusations fabriquées de toutes pièces. Ils avaient été incarcérés en raison de leurs activités de défense du droit d'accès à l'eau à Atla, dans l'État de Puebla, au centre du Mexique.

Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont souvent victimes d'attaques, de menaces, d'actes d'intimidation, d'enlèvement, et même tués en raison du travail légitime et vital qu'ils font. Les auteurs de ces agressions ne sont presque jamais traduits en justice. En 2012, Amnesty International a salué la création du Mécanisme de protection des défenseurs des droits humains et des journalistes. Néanmoins, sur plus de 100 journalistes et défenseurs des droits humains ayant réclamé des mesures de protection, nombreux sont ceux qui n'ont pas reçu de réponse efficace ou suffisamment rapide. Des sentiments d'angoisse, d'insécurité et de désillusion en résultent. Les autorités affirment que le Mécanisme est efficace, mais il est loin d'être complètement opérationnel : en effet, le programme manque de ressources et de personnel qualifié. De plus, un soutien politique de haut niveau est nécessaire pour que ses mesures de protection soient appliquées par les autorités à tous les échelons. Les auteurs des agressions continuent d'agir avec impunité en raison d'enquêtes inefficaces, qui sont souvent menées par des agents des pouvoirs publics soupçonnés d'être eux-mêmes mêlés aux menaces. En conséquence, les agressions sont de plus en plus tolérées. Le Mécanisme ne devrait être qu'une seule partie d'un plan complet de lutte contre les violences qui frappent les journalistes et les défenseurs des droits humains. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral n'a pas su répondre efficacement au climat d'hostilité auquel les journalistes et défenseurs des droits humains doivent faire face dans plusieurs États.

Noms : Vicente Moreno Domínguez et Emeterio Nonato Reyna
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 252/13, AMR 41/012/2014, 21 mars 2014